



UNSA éducation – section 44

La fédération des métiers de l'éducation

44@unsa-education.org

DECLARATION UNSA Éducation, CTSD du 17 octobre 2017

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du comité technique,

La mobilisation dans la Fonction publique, lors de la journée d'action du 10 octobre, doit être prise au sérieux. Au-delà des contentieux à régler sur le pouvoir d'achat, c'est la reconnaissance de l'utilité sociale des agents publics qui est en cause. Ils répondent présents au quotidien pour garantir l'accès à des services publics efficaces et indispensables tant pour la solidarité que pour le bon fonctionnement de la sphère économique. Ils en ont assez qu'on leur dise qu'il y a trop de fonctionnaires ou qu'ils soient ramenés au coût qu'ils représentent. La dépense publique est aussi un investissement, un investissement pour la cohésion sociale et un investissement productif.

Si certains trouvent qu'il y a trop de fonctionnaires, alors il faut dire lesquels et donc lesquels ne servent à rien : ceux qui éduquent ? Ceux qui soignent ? Ceux qui assurent notre sécurité ? Ceux qui garantissent des normes sanitaires ? Ceux qui interviennent de jour comme de nuit pour sauver des vies ou protéger des biens ? ... La liste pourrait être encore longue. Mais pour comprendre le malaise des agents publics et le sentiment d'injustice qui grandit chez eux, il faut comprendre la violence symbolique qu'ils ressentent en étant assimilés à une économie à faire.

Une des plus-values de l'action publique est qu'elle est menée au nom de l'intérêt général. Elle protège des dérives mercantiles pour les biens et droits fondamentaux. Elle assure une indépendance des services face aux groupes de pressions. Elle intègre une vision de long terme indispensable et même vitale dans un monde en crise. Les agents publics ne tirent aucun orgueil de leur travail, en revanche ils en sont fiers et ils ont raison. Ils représentent un atout et une force pour notre pays. Le gouvernement serait bien inspiré de le comprendre.

Quant à cette rentrée, l'UNSA Education constate que certaines situations restent tendues tant dans les écoles que les établissements. Début juin, l'année scolaire 2017-2018 était déjà très largement préparée concernant l'implantation des postes, l'affectation des personnels mais aussi la construction des projets d'écoles et d'établissements. Le président de la République a exprimé sa volonté d'agir résolument pour l'avenir du pays, en particulier par l'École.

L'UNSA Education partage cette ambition. Il y a encore beaucoup à faire pour la réussite de tous les élèves mais l'UNSA Education l'affirme, cela ne peut se faire à la va-vite dans la précipitation.

Pour l'UNSA, les premiers constats sont plutôt mauvais et le retour aux vieilles recettes qui conduisent à un tri sélectif nous inquiète :

- Dédoublage des CP : l'UNSA Education est dubitative quant à la transformation des postes de « Plus de Maîtres que de classes » en CP dédoublés. Il paraît évident que la seule diminution affichée des effectifs ne suffira pas puisque les modalités pédagogiques qui seront mises en œuvre resteront celles des PDMQDC : dédoublage et co-intervention. Le seul changement d'appellation serait-il garant de plus d'efficacité ?
- Retour possible du redoublement alors que le fait qu'il soit inefficace voire contraire à l'intérêt de l'élève n'est plus à prouver.
- Retour aussi sur la réforme des rythmes : le choix laissé aux communes de revenir sur l'organisation de la semaine scolaire, nous amène loin du respect des rythmes de l'enfant qui doit être l'objectif majeur du dispositif.
- Retour enfin sur la réforme du collège avec la remise en place en catastrophe des classes bilingues qui procèdent du tri sélectif.

Non, Monsieur le Directeur académique, ce n'est pas avec ces revirements passésistes que l'on améliorera la réussite de tous les élèves.

Des milliers de personnes en contrat aidés ont subi brutalement un non renouvellement de leur contrat en cette rentrée. La diminution drastique du nombre de ces contrats, au cœur de l'été, a privé d'emploi des personnels qui ont laissé à l'abandon une partie des missions qu'elles assuraient dans les écoles et les établissements. Dispositif jugé coûteux et inefficace par le gouvernement, cet argument est discutable d'un point de vue économique et insupportable d'un point de vue humain. Alors que les missions de ces personnels sont unanimement reconnues par les communautés scolaires, ce choix est d'autant plus difficile à comprendre.

Dans le domaine de l'accompagnement des élèves en situation de handicap, nous estimons que la montée en charge des emplois d'AESH ne couvrira pas l'ensemble des besoins. Quant à l'aide administrative aux directeurs d'école, elle est vouée à la disparition.

L'UNSA Education demande au gouvernement d'accélérer encore le développement des AESH et d'engager immédiatement la construction de solutions pérennes pour l'aide administrative dans les écoles. C'est une urgence à la fois pour les personnes désormais sans travail et le bon fonctionnement des écoles et des établissements.

Nous vous le redisons, l'école et ses personnels n'en peuvent plus de ces volte faces politiques ; l'école a besoin de stabilité et de s'ancrer dans une dynamique de progrès durable pour sa transformation. Il faut poursuivre cette dynamique initiée par la loi de refondation de l'école de la République.

C'est le sens de notre lettre ouverte au Président de la République qui lui demande de s'engager pour une école capable de relever les immenses défis auxquels notre pays est confronté, une école qui permette l'épanouissement de chacune et de chacun.

Notre pays a besoin de retrouver confiance, optimisme et apaisement. C'est aussi de cela dont les enseignants ont besoin.

Pour l'UNSA Education, incertitude, revirement, urgence ne sont pas les principes favorables qui permettront de bâtir l'école de la confiance.

Pour terminer, l'UNSA Education regrette que le groupe de travail du 6 juillet se soit interrompu avant même d'avoir pu travailler sur les situations des établissements du second degré.

Nous vous remercions.